

**36/158. Situation des réfugiés au Soudan**

*L'Assemblée générale,*

Rappelant sa résolution 35/181 du 15 décembre 1980 sur la situation des réfugiés au Soudan,

Rappelant en outre la résolution 1981/5 du Conseil économique et social, en date du 4 mai 1981,

Ayant entendu la déclaration faite par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à la Troisième Commission le 16 novembre 1981<sup>139</sup>,

Prenant note de l'afflux toujours croissant de réfugiés au Soudan,

Appréciant les mesures que le Gouvernement du Soudan, pays qui est parmi les moins avancés, prend en vue de fournir un gîte, des vivres et d'autres services au nombre croissant de personnes réfugiées sur son territoire,

Reconnaissant la lourde charge que le Gouvernement soudanais doit supporter pour venir en aide à ce nombre croissant de réfugiés et la nécessité d'une aide internationale adéquate pour lui permettre de poursuivre ses efforts en ce sens,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général<sup>140</sup> dans lequel figurent les conclusions des missions sectorielles complémentaires menées à bien jusqu'à présent;

2. Prie le Secrétaire général, en coopération avec les institutions compétentes, de prendre des dispositions pour que soient menées à bien toutes les missions techniques complémentaires restant à effectuer;

3. Exprime sa satisfaction au Gouvernement donateur, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, au Secrétaire général et au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'aide précieuse qu'ils ont apportée aux réfugiés au Soudan;

4. Lance un appel à tous les Etats Membres, aux organisations internationales et aux organisations bénévoles pour qu'ils fournissent au Gouvernement soudanais toute l'aide financière, matérielle et technique possible pour appuyer ses efforts en vue d'assurer tous les services nécessaires aux réfugiés;

5. Prie le Secrétaire général, agissant en coopération avec le Haut Commissaire, de présenter un rapport détaillé au Conseil économique et social, lors de sa première session ordinaire de 1982, ainsi qu'à l'Assemblée générale, lors de sa trente-septième session, sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

101<sup>e</sup> séance plénière  
16 décembre 1981

**36/159. Aspects sociaux des activités de développement des Nations Unies**

*L'Assemblée générale,*

Prenant note de la résolution 1981/24 du Conseil économique et social, en date du 6 mai 1981, sur les

aspects sociaux des activités de développement des Nations Unies,

Consciente du fait que les recommandations figurant dans le rapport du Groupe de travail spécial sur les aspects sociaux des activités de développement des Nations Unies<sup>141</sup> seront à nouveau examinées par le Conseil économique et social lors de sa première session ordinaire de 1982, conformément aux décisions 1981/175 et 1981/176 du 23 juillet 1981, par lesquelles le Secrétaire général a été prié de préparer et de présenter des observations sur l'applicabilité des recommandations principales du Groupe de travail spécial, leurs incidences sur le programme et la coordination et leurs incidences sur les ressources,

1. Invite le Conseil économique et social, compte tenu de ses décisions susmentionnées, à prêter, lors de sa première session ordinaire de 1982, toute l'attention requise à l'application des recommandations figurant dans le rapport du Groupe de travail spécial sur les aspects sociaux des activités de développement des Nations Unies;

2. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-septième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Rapport du Conseil économique et social", un rapport sur l'application des décisions pertinentes du Conseil économique et social relatives aux recommandations figurant dans le rapport susmentionné.

101<sup>e</sup> séance plénière  
16 décembre 1981

**36/160. Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants<sup>142</sup>**

*L'Assemblée générale,*

Réaffirmant la validité permanente des principes et des normes énoncés dans les instruments de base relatifs à la protection internationale des droits de l'homme, en particulier dans la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>143</sup>, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale<sup>144</sup>, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme<sup>145</sup> et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>146</sup>,

Tenant compte des principes et des normes établis dans le cadre de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que de l'importance de la tâche menée en ce qui concerne les travailleurs migrants et leurs familles dans d'autres institutions spécialisées et dans différents organes de l'Organisation des Nations Unies,

Réaffirmant que, en dépit de l'existence d'un ensemble de principes et de normes déjà établis, il est nécessaire de poursuivre les efforts en vue d'améliorer la situation et de faire respecter les droits de

<sup>139</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Troisième Commission, 50<sup>e</sup> séance, par. 2 à 20.

<sup>140</sup> A/36/216 et Add.1.

<sup>141</sup> E/1981/3.

<sup>142</sup> Voir également sect. X.B.4, décision 36/434.

<sup>143</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>144</sup> Résolution 2106 A (XX), annexe.

<sup>145</sup> Résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>146</sup> Résolution 34/180, annexe.